

Lucerne: les mandats à temps partiel sont très attractifs pour les femmes

Le canton de Lucerne se maintient en tête du classement lorsqu'il s'agit de la part des femmes dans les exécutifs communaux: 33,8% selon une statistique du politologue Andreas Ladner datant de 2011, alors que sur l'ensemble de la Suisse, seuls 23,5% des sièges des conseils communaux sont occupés par des femmes. Ladner ne peut pas en conclure s'il y a un rapport avec les mandats exercés à temps partiel, qui sont particulièrement répandus dans le canton de Lucerne, mais ce qui est clair pour lui, c'est que: «Les mandats exercés à temps partiel sont justement attractifs pour les femmes qui veulent travailler à temps partiel.» Contrairement à une activité accessoire, les exigences sont clairement définies, la commune sait par exemple que pour un poste de 20%, elle a droit à une journée par semaine de la part de la titulaire, et que celle-ci peut aussi planifier ses autres activités et obligations. Un exemple qui souligne



De gauche à droite: Irma Schwegler-Grabber, Pius Oggier, Erna Bieri- Hunkeler (présidente), Peter Kneubühler (secrétaire municipal), Wendelin Hodel (directeur), Sabine Büchli-Rudolf.

Photo: màd

cette thèse est l'exécutif de la commune de Willisau, 7890 habitants. Trois des cinq sièges, dont la fonction de présidente, sont occupés par des femmes. Les trois femmes exercent leur mandat

milicien à temps partiel après avoir occupé un poste à temps partiel dans l'administration.

Barbara Spycher

Traduction: Claudine Schelling

Combiner mandat politique et travail

Swiss Life encourage ses collaborateurs à exercer un mandat politique ou public. La compagnie d'assurances veut ainsi soutenir la compréhension des rapports entre politique et économie. «Nous voulons être exemplaires», dit Lucia Döbeli, responsable des Public Affairs. Les collaborateurs peuvent investir jusqu'à 20% de leur temps de travail dans des mandats de milice. A côté de cela, ils disposent de temps de travail flexibles généralisés. «Il faut naturellement que la proportionnalité reste préservée», dit Lucia Döbeli. Swiss Life veut ainsi renforcer l'interconnexion traditionnelle entre activité lucrative et activité politique ou publique. «Il est essentiel pour notre société que l'économie et la politique aillent de pair.» Elle ajoute que la Suisse fait bien de ne pas l'oublier. Les collaborateurs de Swiss Life qui désirent profiter de ce soutien doivent passer par un processus d'autorisations. L'on y éclaire notamment s'ils ne pourraient pas se trouver pris dans des conflits d'intérêts. Par contre, leur fonc-



La compagnie d'assurances Swiss Life encourage ses collaborateurs à investir jusqu'à 20% de leur temps de travail dans des mandats de milice.

Photo: SwissLife

tion dans l'entreprise et leur appartenance politique ne jouent aucun rôle. 52 collaborateurs Swiss Life sur un total d'environ 2800 exercent actuellement un mandat, dont 22 dans un exécutif.

Eveline Rutz

Traduction: Claudine Schelling